

Unité bidépartementale Eure Orne
1, Avenue du Marechal Foch
CS50021
27000 Evreux

Évreux, le 16/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

APLIFIL

Zone Industrielle de l'Arquerie
Route de Bernay
27270 Broglie

Références : UBDEO_ERC_2024_12_419
Code AIOT : 0005800614

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement APLIFIL implanté Zone Industrielle de l'Arquerie Route de Bernay 27270 Broglie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle pluri-annuel de l'inspection des installations classées qui prévoit le contrôle des obligations au titre des réglementations sur les produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APLIFIL
- Zone Industrielle de l'Arquerie Route de Bernay 27270 Broglie

- Code AIOT : 0005800614
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de traitement de surfaces de métaux, volume total de bain inférieur à 30 m³.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à disposition des informations aux autorités compétentes	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Mise à disposition des informations aux autorités compétentes	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Accès à l'installation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 7	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
4	Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges	Règlement européen du 18/06/2020, article Partie B	Sans objet
5	1. Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
6	3. Etiquetage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
7	Mise sur le marché de produits biocides	Code de l'environnement du 16/08/2013, article L522-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit disposer d'un fichier référençant les substances (seules ou en mélange) utilisées au sein de son site avec, pour chacune d'elles, leurs identifiants chimiques (n° CAS et / ou n° CE), les mentions de danger CLP, le statut Biocide / Polymère / SVHC / Annexe XIV / Annexe XVII, la date d'enregistrement REACH (voire de pré-enregistrement de précaution) y compris pour les enregistrements couverts par un représentant exclusif, le motif justifiant (le cas échéant) l'absence d'obligation d'enregistrement, le statut de l'établissement (importateur, utilisateur aval, etc.) vis-à-vis de la substance (seule ou en mélange) notamment lorsqu'un représentant exclusif (OR) a été désigné par le fabricant non européen, le statut de la substance (intermédiaire isolé restant sur site, intermédiaire isolé transporté, intermédiaire non isolé, etc.).

L'exploitant ne doit pas laisser un libre accès aux personnes étrangères à son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à disposition des informations aux autorités compétentes

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, Liste des produits chimiques seules ou en mélange
Prescription contrôlée : Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans un mélange. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.
Constats : L'exploitant a transmis avant l'inspection, le document dénommé "Tableau de contrôle des F.D.S - APLIFIL". Ce document reprend la liste des produits présents dans l'établissement, les fournisseurs des produits, la localisation des FDS (Fiche de Données de Sécurité), la date de révision des FDS et la date du dernier contrôle des FDS par l'exploitant. Ce document a été créé le 02/10/2020 et sa dernière mise à jour est annotée au 02/12/2022. La totalité des FDS ont été vérifiées par l'exploitant en 2023 et 2024. L'inspection note que l'exploitant n'a pas actualisé la date de la dernière mise à jour du document.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter sous un délai de 2 mois, son document en associant à chaque substance, son identifiant chimique (n° CAS et / ou n° CE), les mentions de danger CLP, le statut Biocide / Polymère / SVHC / Annexe XIV / Annexe XVII, la date d'enregistrement REACH (voire de pré-enregistrement de précaution) y compris pour les enregistrements couverts par un représentant exclusif, le motif justifiant (le cas échéant) l'absence d'obligation d'enregistrement, le statut de l'établissement (importateur, utilisateur aval, etc.) vis-à-vis de la substance ou du mélange notamment lorsqu'un représentant exclusif (OR) a été désigné par un fabricant non européen, le statut de la substance (intermédiaire isolé restant sur site, intermédiaire isolé

transportable, intermédiaire non isolé, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mise à disposition des informations aux autorités compétentes

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, Liste des substances extrêmement préoccupantes (SVHC) seules ou en mélange
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans un mélange. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis avant l'inspection, la liste des produits susceptibles d'être présents dans l'établissement.</p> <p>Le document présenté par l'exploitant ne permet pas de statuer sur la présence de substance extrêmement préoccupante (SVHC) au sein de son site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit sous un délai de 2 mois indiquer à l'inspection s'il utilise des produits contenant des substances extrêmement préoccupantes (SVHC) pour l'homme ou l'environnement (substances candidates à une autorisation REACH). Le cas échéant, l'exploitant doit annoter ces substances dans le document évoqué au point 1.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Langue de la FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.</p>

Constats : Par sondage, l'inspection a demandé 3 FDS à l'exploitant : - HYDROSULFITE DE SOUDE- ACIDE SULFURIQUE 96%- POLIAL 410 ADDITIVE A Les FDS mises à la disposition de l'inspection ont été fournies en français.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article Partie B
Thème(s) : Produits chimiques, Architecture de la FDS
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité doit comprendre les 16 rubriques suivantes, conformément à l'article 31, paragraphe 6, ainsi que les sous-rubriques mentionnées ci-après, excepté pour la rubrique 3, dans laquelle seule la sous-rubrique 3.1 ou la sous-rubrique 3.2 doit être intégrée selon le cas. RUBRIQUE 1 - Identification de la substance/du mélange et de la société/de l'entreprise 1.1. Identificateur de produit 1.2. Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées 1.3. Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité 1.4. Numéro d'appel d'urgence RUBRIQUE 2 - Identification des dangers 2.1. Classification de la substance ou du mélange 2.2. Éléments d'étiquetage 2.3. Autres dangers RUBRIQUE 3 - Composition/informations sur les composants 3.1. Substances 3.2. Mélanges RUBRIQUE 4 - Premiers secours 4.1. Description des mesures de premiers secours 4.2. Principaux symptômes et effets, aigus et différés 4.3. Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires RUBRIQUE 5 - Mesures de lutte contre l'incendie 5.1. Moyens d'extinction 5.2. Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange 5.3. Conseils aux pompiers RUBRIQUE 6 - Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle

- 6.1. Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence
- 6.2. Précautions pour la protection de l'environnement
- 6.3. Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage
- 6.4. Référence à d'autres rubriques

RUBRIQUE 7 - Manipulation et stockage

- 7.1. Précautions à prendre pour une manipulation sans danger
- 7.2. Conditions d'un stockage sûr, y compris les éventuelles incompatibilités
- 7.3. Utilisation(s) finale(s) particulière(s)

RUBRIQUE 8 - Contrôles de l'exposition/protection individuelle

- 8.1. Paramètres de contrôle
- 8.2. Contrôles de l'exposition

RUBRIQUE 9 - Propriétés physiques et chimiques

- 9.1. Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles
- 9.2. Autres informations

RUBRIQUE 10 - Stabilité et réactivité

- 10.1. Réactivité
- 10.2. Stabilité chimique
- 10.3. Possibilité de réactions dangereuses
- 10.4. Conditions à éviter
- 10.5. Matières incompatibles
- 10.6. Produits de décomposition dangereux

RUBRIQUE 11 - Informations toxicologiques

- 11.1. Informations sur les classes de danger telles que définies dans le règlement (CE) no 1272/2008
- 11.2. Informations sur les autres dangers

RUBRIQUE 12 - Informations écologiques

- 12.1. Toxicité
- 12.2. Persistance et dégradabilité
- 12.3. Potentiel de bioaccumulation
- 12.4. Mobilité dans le sol
- 12.5. Résultats des évaluations PBT et vPvB
- 12.6. Propriétés perturbant le système endocrinien
- 12.7. Autres effets néfastes

RUBRIQUE 13 - Considérations relatives à l'élimination

- 13.1. Méthodes de traitement des déchets

<p>RUBRIQUE 14 - Informations relatives au transport</p> <p>14.1. Numéro ONU ou numéro d'identification</p> <p>14.2. Désignation officielle de transport de l'ONU</p> <p>14.3. Classe(s) de danger pour le transport</p> <p>14.4. Groupe d'emballage</p> <p>14.5. Dangers pour l'environnement</p> <p>14.6. Précautions particulières à prendre par l'utilisateur</p> <p>14.7. Transport maritime en vrac conformément aux instruments de l'OMI</p> <p>RUBRIQUE 15 - Informations relatives à la réglementation</p> <p>15.1. Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement</p> <p>15.2. Évaluation de la sécurité chimique</p> <p>RUBRIQUE 16 - Autres informations</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a contrôlé l'architecture des 3 FDS précitées au point 3. Il apparaît que</p> <ul style="list-style-type: none"> - la rubrique 2.3. "Autres dangers" est absente de la FDS du produit POLIAL 410 ADDITIVE A. - la rubrique 11.2. "Informations sur les autres dangers" est absente de la FDS du produit HYDROSULFITE DE SOUDE. <p>- l'architecture de la FDS ACIDE SULFURIQUE 96% est conforme à la réglementation.</p> <p>L'inspection constate que les données retranscrites (nom du fournisseur, date de la dernière mise à jour de la FDS) dans le tableau recensant les produits chimiques de l'exploitant sont cohérentes avec les informations présentes sur les FDS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : 1. Fiche de données sécurité

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Accès des travailleurs aux informations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les salariés ont accès aux FDS via le classeur localisé dans le bureau du technicien chimiste. L'exploitant précise que les employés connaissent cet emplacement car ils ont une ancienneté au sein de l'établissement. L'exploitant précise qu'il est rare que des intérimaires soit affectés au poste sur le traitement de surface.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est de la responsabilité de l'exploitant de veiller à ce que tous ses salariés connaissent l'emplacement des FDS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : 3. Etiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Etiquetage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:</p> <p>a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs.</p> <p>b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage. c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18;</p> <p>Pour une substance :</p> <p>a) si la substance figure à l'annexe VI, partie 3, un nom et un numéro d'identification tels qu'ils figurent dans cette annexe;</p> <p>b) si la substance ne figure pas à l'annexe VI, partie 3, mais figure dans l'inventaire des classifications et des étiquetages, un nom et un numéro d'identification tels qu'ils figurent dans cet inventaire;</p> <p>c) si la substance ne figure ni à l'annexe VI, partie 3, ni dans l'inventaire des classifications et des étiquetages, le numéro fourni par le CAS (ci-après dénommé «numéro CAS»), accompagné du nom figurant dans la nomenclature fournie par l'UICPA (ci-après dénommée «nomenclature UICPA»), ou le numéro CAS accompagné d'autres noms chimiques internationaux; ou</p> <p>d) si le numéro CAS n'est pas disponible, le nom figurant dans la nomenclature UICPA ou d'autres noms chimiques internationaux.</p> <p>Pour un mélange :</p> <p>a) le nom commercial ou la désignation du mélange;</p> <p>b) l'identité de toutes les substances contenues dans le mélange qui contribuent à la classification du mélange au regard de la toxicité aiguë, des effets corrosifs pour la peau ou des lésions oculaires graves, de la mutagénicité sur les cellules germinales, de la cancérogénicité, de la toxicité pour la reproduction, de la sensibilisation respiratoire ou cutanée, de la toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) ou du danger en cas d'aspiration.</p> <p>Lorsque, dans le cas visé au point b), cette exigence entraîne la communication de plusieurs noms chimiques, un maximum de quatre noms chimiques suffit, sauf s'il en faut plus de quatre pour montrer la nature et la gravité des dangers.</p> <p>Les noms chimiques sélectionnés permettent d'identifier les substances essentiellement responsables des principaux dangers pour la santé qui sont à l'origine de la classification et du choix des mentions de danger correspondantes d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19. e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20. f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21. g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22.</p>
Constats :

Sur le terrain, l'inspection a contrôlé l'étiquetage de produit chimique dont les FDS ont été demandées au point 3, afin de faire le lien avec la rubrique 2.2.de la FDS :

- POLIAL 410 ADDITIVE A.

L'étiquette comporte:

- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du fournisseur,
 - la quantité,
 - le nom commercial du mélange (valant identificateur du produit),
 - mention d'avertissement " DANGER ",
 - les pictogrammes de danger,
 - l'intitulé des mentions de danger ,
- l'intitulé des conseils de prudence. L'inspection note que les conseils de prudence P280 et P406 ne sont pas repris sur l'étiquette pendant qu'ils apparaissent sur la FDS.

- ACIDE SULFURIQUE 96% :

L'étiquette comporte:

- le nom, l'adresse de la filiale normande du fournisseur et le numéro de téléphone d'urgence, tandis que la FDS du produit communique les données du siège du fournisseur en France,
- la quantité,
- le pictogramme de danger,
- la mention d'avertissement " DANGER ",
- l'intitulé des mentions de danger,
- les conseils de prudence.

L'identificateur de produit (n° CAS et / ou n° CE) n'apparaît pas sur cette étiquette : seul le numéro d'index de la substance apparaît mais ne suffit pas, la substance ne faisant pas l'objet d'une classification harmonisée (cf. guide ECHA intitulé *Guide sur l'étiquetage et l'emballage conformément au règlement (CE) n° 1272/2008*).

L'étiquette référençant le produit chimique de l'ACIDE SULFURIQUE 96% n'est pas visible lors de l'inspection sur le GRV. Le GRV, dans le local de produits chimiques, est en effet disposé de façon à ce que l'étiquette soit contre un mur. L'exploitant doit positionner les GRV de telle sorte que l'étiquette de l'acide sulfurique soit visible des employées manipulant ce produit.

L'exploitant indique ne pas avoir de stock d'HYDROSULFITE DE SOUDE sur son site. Dès que l'HYDROSULFITE DE SOUDE est livré, il est inséré dans la cuve de traitement des eaux usées du traitement de surface.

L'inspection a constaté que les produits chimique sont stockés dans un local fermé à clé. L'exploitant indique qu'un état des stocks est réalisé mensuellement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise sur le marché de produits biocides

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/08/2013, article L522-3
Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire biocides
Prescription contrôlée : Le responsable de la mise à disposition sur le marché d'un produit biocide tel que défini à l'article 3 du règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 précité déclare chaque année les quantités de ce produit mises sur le marché l'année précédente.
Constats : L'exploitant indique qu'aucun produit biocide n'est utilisé sur ce site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Accès à l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Accès à l'installation
Prescription contrôlée : [...] Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. [...]
Constats : L'inspection a constaté qu'un portail était resté ouvert, permettant à des personnes étrangères à l'établissement de pénétrer sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à maintenir les accès de son site fermé en permanence à toute personne étrangères de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois